



# CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

# infos

SEMESTRIEL D'INFORMATION-N° 39 Juillet-Décembre 2024-ISSN -0796-6881



## CEREMONIE NATIONALE DE DECORATION : HONNEURS ET RECONNAISSANCES !



LA MOBILITE URBAINE AU BURKINA FASO :  
CAS DE LA VILLE DE OUAGADOUGOU



L'EXPERTISE DU CAPES SOLLICITEE  
LORS DE LA 21<sup>ème</sup> RENCONTRE NATIONALE  
GOUVERNEMENT/SECTEUR PRIVE



LE CAPES APORTE SON EXPERTISE  
AU BUREAU NATIONAL DES GRANDS  
PROJETS DU BURKINA



RENFORCEMENT DE LA  
COOPERATION CHINE-AFRIQUE

# Sommaire

**Lettre de l'éditeur.....P2**

## Zoom

Cérémonie nationale de décoration : Honneurs et reconnaissance ..P3

Elaboration du plan stratégique 2025-2029 du Bureau National des Grands Projets du Burkina par le CAPES.....P5

## Focus

Participation du CAPES au STT12 BENIN.....P8

Le CAPES à la rencontre nationale Etat/Secteur Privé.....P10

## Vitrine

Participation du CAPES à la rencontre Chine-Afrique sur le développement économique et social et le partenariat avec l'Afrique.....P13

## Lucarne

La mobilité urbaine au Burkina Faso : cas de la ville de Ouagadougou.....P15

## Dossier

L'effritement du tissu social au Burkina Faso : ce qu'il faut faire pour conserver le vivre ensemble.....P18

## Eureka

La formation de VDP du Directeur Exécutif.....P22

## Orbite

Marche collective organisée par la Grande Chancellerie.....P24

Le CAPES accompagne la première édition de la Semaine de l'Épargne et de l'Investissement.....P26

Directeur de publication

**Dr. Victor SANON**

Directeur de rédaction

**Gildas COMPAORE**

Comité de rédaction

**Dr. Victor SANON**

**Oumarou S. KOURAOGO**

**Dr. T. Marcelin OUEDRAOGO**

**Soumaila OUEDRAOGO**

**Gildas COMPAORE**

**Anouso Emile SOMDA**

**Dr. Gisèle TAPSOBA / MARE**

**Fatoumata KONATE**

Collaborateur

**Seydou NABI**

Coordination

**Karim OUEDRAOGO**

Crédit photos

**CAPES**

Secrétariat de rédaction  
et édition

**Novacom-Plus**



**Dr. Victor SANON**  
Directeur Exécutif  
CAPES

**L**e dernier numéro de l'année de votre magazine « CAPES INFOS » vous propose dans la rubrique ZOOM, de revenir sur l'élaboration du plan stratégique 2025-2029 du Bureau National des Grands Projets du Burkina, pilotée par les experts du CAPES. Ce plan est le fruit d'une réflexion approfondie et stratégique visant à optimiser la gestion des grands projets, indispensables pour le développement infrastructurel et économique du pays. L'engagement et le savoir-faire de nos experts ont permis de tracer une feuille de route ambitieuse et réaliste pour les années à venir.

Dans la rubrique FOCUS, il est mis en lumière la participation du CAPES à la rencontre dite solution Think Tank (STT) au Bénin. Cette 12ème rencontre du genre a été l'occasion pour le Burkina d'être porté à la tête des Centres de réflexion prospective d'Afrique de Ouest.

La VITRINE de ce semestre est dédiée à la participation du CAPES en Chine à la rencontre Chine-Afrique sur le développement économique et social et le partenariat avec l'Afrique.

Il est abordé dans la rubrique LUCARNE un sujet d'une importance certaine : la mobilité urbaine à Ouagadougou. L'urbanisation rapide de notre capitale pose des défis considérables en matière de transport et

## Chers lecteurs !

Au moment où nous clôturons l'année 2024, il nous semble impératif de réfléchir aux réalisations significatives et aux efforts déployés par le Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales (CAPES) pour renforcer ses assises et son développement. Depuis sa création, le CAPES a joué un rôle essentiel dans l'élaboration des référentiels de développement économique et social du Burkina Faso. Son influence continue de se faire sentir, apportant une contribution inestimable à notre développement socio-économique.

de circulation. Nos experts proposent des solutions pragmatiques et durables pour améliorer la mobilité urbaine, rendant notre ville plus accessible et vivable pour tous.

Toujours dans l'optique d'analyser et de proposer des pistes de solution aux préoccupations sociales de l'heure, la synthèse d'un de nos documents de travail sur l'effritement du tissu social au Burkina vous est proposée. La cohésion sociale est un pilier de notre nation et il est crucial de comprendre les facteurs qui la fragilisent pour mieux les adresser. Nos analyses détaillées offrent des pistes de réflexion et d'action pour préserver le vivre-ensemble, une valeur fondamentale de notre société.

Enfin vous aurez le plaisir de parcourir à travers les lignes de ce CAPES INFOS, d'autres sujets allant de la célébration de la pratique sportive collective avec la Grande Chancellerie dans la rubrique ORBITRE à la formation des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) pour les cadres de la Présidence du Faso.

Cette initiative s'inscrit dans l'engagement du Chef de l'Etat de renforcer les capacités locales et de contribuer à la sécurité nationale. La formation des VDP est une étape clé pour assurer une défense efficace et résiliente de notre territoire.

Le deuxième semestre de 2024 a été riche en activités et en réalisations pour le CAPES qui a pu réaliser sept études d'envergure pour des structures et institutions de la place. Nous restons déterminés à poursuivre notre mission avec la même passion et le même dévouement. Nous remercions chaleureusement tous nos collaborateurs, partenaires et lecteurs pour leur soutien continu.

**Ensemble, continuons à œuvrer pour un Burkina Faso plus prospère et résilient.**

**Bonne et heureuse année 2025 !**

## CEREMONIE NATIONALE DE DECORATION : HONNEURS ET RECONNAISSANCES !

Le vendredi 6 décembre 2024, le Président du Faso, Chef de l'Etat, le Capitaine Ibrahim Traoré, a présidé la cérémonie nationale de décoration dans le cadre des festivités de la Fête Nationale de l'Indépendance du Burkina Faso. Cet événement solennel qui se tient chaque année, a été l'occasion de reconnaître et de célébrer les mérites de nombreux citoyens burkinabè.



Les récipiendaires du CAPES  
avec le Directeur Exécutif



### Par Gildas W. COMPAORE

Directeur de la communication  
et de l'information  
CAPES

Cette année, 383 fonctionnaires de l'Etat ont été distingués pour leurs contributions exceptionnelles au développement et au rayonnement du Burkina Faso. Parmi eux, 192 ont reçu la médaille de l'Ordre de l'Étalon et 191 ont reçu la médaille de l'Ordre du Mérite burkinabè.

Le Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales (CAPES) a également vu trois de ses membres honorés lors de cette cérémonie. Il s'agit de Monsieur Karim OUEDRAOGO qui a été fait Chevalier de l'Ordre de l'Étalon, du Dr. Erdjouma SANOU et de

Monsieur Cyprien TIENDREBEOGO qui ont été faits Chevaliers de l'Ordre du Mérite burkinabè.

## Les récipiendaires du CAPES



**M. Karim OUEDRAOGO,**  
 Directeur Administratif  
 et Financier du CAPES



**Dr. Erdjouma SANOU,**  
 Ancien Expert en Macro  
 économie au CAPES



**M. Cyprien TIENDREBEOGO**  
 Chauffeur au CAPES

Ces distinctions témoignent de l'engagement et des contributions significatives de ces personnes au sein du CAPES et plus largement à la société burkinabè. Le Président du Faso a personnellement félicité les récipiendaires, saluant leur dévouement et leurs réalisations.

Félicitations aux heureux récipiendaires pour cette reconnaissance méritée, qui honore également le CAPES dans son ensemble. Vivement que cette distinction inspire davantage des membres du Centre à œuvrer pour le progrès et l'excellence.



**Le Directeur Exécutif posant avec  
 le DAF et le Chauffeur**

## LE CAPES APPORTE SON EXPERTISE AU BUREAU NATIONAL DES GRANDS PROJETS DU BURKINA

Le Bureau National des Grands Projets du Burkina (BN-GPB) s'est doté d'un plan stratégique 2025-2029. Elaboré par le Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES), ce plan stratégique sera le guide d'intervention du Bureau National des Grands Projets du Burkina dans le domaine de la mobilisation des ressources financières et de la réalisation des projets structurants au profit des citoyens Burkinabè.



**Le Directeur Exécutif du CAPES  
et celui du BN-GPB**

### Par Fatoumata KONATE

Stagiaire

Direction de la Communication  
et de l'Information  
CAPES

Le CAPES a procédé le vendredi 11 octobre 2024 à la présentation du document qui par la suite a été validé par le Directeur Exécutif du BN-GPB, Dr. Wendpanga Bruno COMPAORE avec l'ensemble du personnel présent. La cérémonie de validation s'est déroulée au siège du BN-GPB à Ouagadougou.



**Une vue des Experts ayant  
travaillé sur le document**

Pour le Directeur Exécutif du CAPES, Dr. Victor SANON, ce plan stratégique a pour but de « permettre au Bureau National des Grands Projets de disposer des outils de

planification, de suivi-évaluation dans la mise en œuvre des projets à fort impact économique et social ». Evaluer à plus de neuf milliard de franc CFA, le plan stratégique

2025-2029 du BN-GPB s'est établi sur des grands axes à savoir : l'amélioration de l'impact socio-économique des secteurs porteurs, le développement



**Le Directeur Exécutif du CAPES répondant au micro des journalistes**

socio-économique de base ainsi que le pilotage, la mobilisation et la gestion des ressources.

Il faut noter que les projets structurants seront réalisés par les ministères sectoriels occupant 90% du plan. Cependant les 10% du budget du plan stratégique seront consacré aux initiatives présidentielles et au fonctionnement du BN-GPB. Pour ce qui est du financement, il est prévu la mobilisation de l'épargne nationale et celle de la diaspora.

Selon Dr. Victor SANON, Directeur Exécutif du CAPES, le développement actuel du Burkina Faso passe par le financement endogène des projets à fort impact social et économique. Pour clore les débats, le Directeur Exécutif du BN-GPB, Dr. wendpanga Bruno COMPAORE a félicité le CAPES pour son expertise dans l'élaboration du plan stratégique.

Il appelle ainsi l'ensemble des acteurs à une synergie d'action pour la mise en œuvre parfaite du plan stratégique.



**Le Directeur Exécutif du BN-GPB, Dr. wendpanga Bruno COMPAORE**



# **CAPES**

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

*CAPES, le savoir au service  
du développement*

Semestriel d'Information du Centre d'Analyse **08** des politiques économiques et sociales (CAPES)

## 12<sup>ème</sup> STT SOCIAL WATCH BENIN PASSE LE TEMOIN AU CAPES DU BURKINA FASO

Cotonou la capitale économique du Bénin a abrité du 14 au 18 octobre 2024, la 12<sup>ème</sup> Rencontre des Solutions Think Tanks en Afrique de l'Ouest. Les travaux se sont déroulés avec succès grâce à la coordination de la Fondation Konrad Adenauer et du réseau Social Watch Bénin. Ce dernier a cédé sa place à la tête du Secrétariat Général de STT au CAPES du Burkina Faso pour 6 mois.



Photo de famille de la 12<sup>e</sup> STT



**Par Dr. Victor SANON**

Directeur Exécutif  
CAPES

Après Social Watch Bénin, le Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES) du Burkina Faso aura le privilège de diriger pour les six prochains mois, le Secrétariat Général du Réseau d'Excellence de Think Tanks en Afrique de l'Ouest.

La passation de charge s'est déroulée en marge des travaux de la 4<sup>ème</sup> journée de la 12<sup>ème</sup> rencontre des solutions Think Tanks qui ont eu lieu à Cotonou du 14 au 18 octobre 2024. En sa qualité de Directeur Exécutif du CAPES, le Dr. Victor SANON qui a pris le témoin des

maines de Rigorbert Orou Gani, Président du Conseil d'Administration de Social Watch Bénin, s'est dit honoré au nom de son Centre et du pays des hommes intègres qui va abriter la 13<sup>ème</sup> rencontre des Solutions Think Tanks au premier semestre de l'année 2025 .

Les questions liées à l'économie numérique, à l'intelligence artificielle et les opportunités pour l'Afrique seront entre autres au cœur des débats de Ouagadougou qui ont comme thème : L'Afrique de l'ouest face aux défis du numérique et de l'Intelligence Artificielle.

### 1. Les changements climatiques, une préoccupation

En rappel, les réflexions au cours de la 12<sup>ème</sup> Rencontre des membres du Réseau d'Excellence de Think Tanks en Afrique de l'Ouest ont été menées autour du thème : Changement climatique en Afrique subsaharienne : des efforts d'adaptation nécessaires pour un développement durable.

Le choix de cette thématique s'explique par un constat selon le Chargé de programme politique Think Thanks de la Fondation Konrad Adenauer : « Nous avons vu aujourd'hui le sahel, une région aride,

mais qui est objet d'inondations dues à une pluviométrie assez dense. Nous avons vu aussi, qu'en plein mois d'octobre ou les pays côtiers connaissent une petite saison des pluies, il y a également des inondations avec des fortes pluies », a fait savoir **Théodor GOLLI**.

## 2. Urgence de proposer des solutions

La 12<sup>ème</sup> rencontre des Solutions Think Tanks vient donc pour proposer des solutions afin de réduire de façon remarquable les effets des changements climatiques. *« Il se pourrait qu'il y ait des réfugiés climatiques. Et si la question n'est pas prise au sérieux par les chercheurs et les dirigeants de nos états, cela risque de poser un problème pour nos populations en générale. Et puisque nous sommes dans un monde qui aspire à aller de l'avant, l'Afrique ne doit pas rester en retrait sur ces questions, vue qu'elle subit de plein fouet les effets climatiques quand bien même elle produit moins de gaz à effet de serre que les nations occidentales »*, a expliqué le chargé des politiques et programmes de la Fondation Konrad Adenauer qui annonce que des rapports seront produits et remis aux dirigeants à cet effet. Au cours de cette session, le Dr. Victor SANON a été en charge du partage d'expérience d'un policy paper sur le thème : *« Souveraineté politique et monétaire de la CEDEAO : défis et perspectives »*. Cette présentation a donné lieu à des débats au cours desquels le CAPES a défendu la vision qui émane des pays de l'AES.

## 3. Mutualiser les efforts pour impacter

Le Réseau d'Excellence de Think Tanks en Afrique de l'Ouest est né d'une initiative de certaines

organisations de la Côte d'Ivoire, du Bénin, de la Guinée, du Burkina Faso, etc, avec le soutien de la Fondation Konrad Adenauer. L'idée était qu'il fallait mettre ensemble les efforts en tant que Think Tank et centre de recherche afin de mutualiser les efforts pour aider les dirigeants à pouvoir mieux impacter et mieux implémenter les politiques publiques en Afrique de l'Ouest.



Le Directeur Exécutif du CAPES et le  
Chargé d'études Macroéconomiste Emile  
Anouso SOMDA



## L'EXPERTISE DU CAPES SOLLICITEE LORS DE LA 21<sup>ème</sup> RENCONTRE NATIONALE GOUVERNEMENT/SECTEUR PRIVE

La ville de Sya a vibré les 22 et 23 novembre 2024 au rythme de la 21<sup>ème</sup> rencontre nationale Gouvernement/Secteur Privé, placée sous le thème : « Contribution des investisseurs nationaux dans les initiatives endogènes de développement et de consolidation de la souveraineté économique du Burkina Faso ». Ce rendez-vous annuel est un cadre stratégique d'échanges entre l'administration publique et le secteur privé, visant à lever les obstacles au développement économique et social du pays.



### Le Présidium de la Cérémonie d'ouverture Gouvernement-Secteur Privé



Par Gildas W. COMPAORE

Directeur de la communication  
et de l'information  
CAPES

Sous le regard attentif de Son Excellence Dr Apollinaire Joachisom KYELEM de TAMBELA, Premier Ministre et Chef du Gouvernement, la rencontre a été marquée par des discours, des échanges constructifs, des communications, des expositions et des visites d'entreprises. Ces activités ont permis aux acteurs du monde des affaires et aux autorités publiques de renforcer leurs liens et de coordonner leurs efforts pour un développement harmonieux.

Parmi les communications clés de ces deux jours de travaux, celle du Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales (CAPES) s'est particulièrement distinguée. Dr. Tewindé Marcelin OUEDRAOGO, Expert Macroéconomiste au CAPES, a livré une communication pertinente sur le thème : « **Quel apport du secteur privé dans le relèvement et la stabilisation du territoire.** » Cette intervention a mis

en lumière le rôle crucial des investissements nationaux dans le développement endogène du Burkina Faso, en insistant sur la nécessité de bâtir une économie résiliente et moins dépendante des fluctuations internationales.

Dr. OUEDRAOGO a proposé, dans cette perspective, le lancement en 2025 de l'initiative présidentielle pour la relance économique. Ce programme ambitieux vise la réalisation de projets structurants

dans les secteurs porteurs, dans le cadre de partenariats public-privé supervisés par le Bureau National des Grands Projets du Burkina Faso. Encourager une plus grande participation de la diaspora dans les initiatives de développement local.

Les panels ont également permis de formuler plusieurs recommandations essentielles pour le développement du pays :

- Encourager une plus grande participation de la diaspora dans les initiatives de développement local ;

- Réformer le système de production, de transformation et de commercialisation des produits d'élevage pour une meilleure valorisation ;

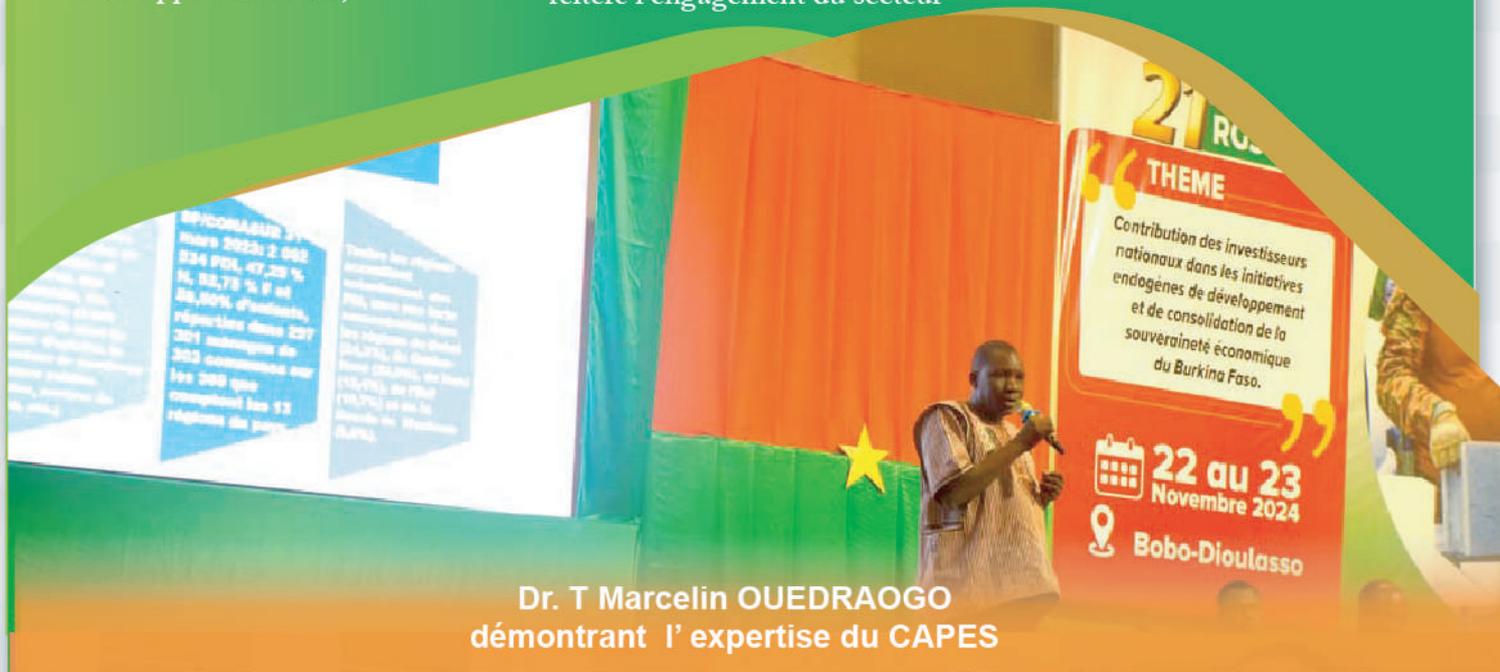
- Intensifier les efforts pour garantir une production agricole continue tout au long de l'année ;

- Renforcer le suivi et l'évaluation des initiatives de développement local pour en assurer l'efficacité.

Au terme des travaux, Mahamadi Savadogo, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso, a réitéré l'engagement du secteur

privé à soutenir le gouvernement. Il a souligné l'importance de l'investissement et de la transformation des produits locaux pour le développement endogène du pays

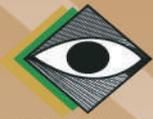
La 21<sup>ème</sup> rencontre nationale Gouvernement/Secteur Privé a ainsi démontré, une fois de plus, la synergie nécessaire entre les secteurs public et privé pour le développement durable du Burkina Faso, avec une mention spéciale pour l'apport stratégique du CAPES.



Dr. T Marcelin OUEDRAOGO démontrant l'expertise du CAPES



Les officiels à la 21<sup>ème</sup> rencontre Gouvernement-Secteur Privé



# CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales



## ENGAGÉ POUR UN RAYONNEMENT ECONOMIQUE DE NOTRE NATION

## RENFORCEMENT DE LA COOPERATION CHINE-AFRIQUE

Sous le thème : « Modernisation à la Chinoise et le Développement de l'Afrique dans la province de l'Anhui », la République populaire de Chine a réuni du 30 octobre au 06 novembre 2024, les Représentants de quarante-sept (47) pays africains dans la ville de Hefeï. Ce séminaire est un début d'opérationnalisation des recommandations du forum sur la coopération sino-africaine 2024 organisé en septembre. Il vise à construire la communauté d'avenir partagé entre le continent africain et la Chine.



Par Dr. Gisèle  
TAPSOBA / MARE

Economiste des ressources naturelles  
CAPES

La Chine se fait découvrir à l'Afrique par la communication et le brassage des connaissances et bien entendu par d'autres canaux. Ce séminaire a permis de retenir que la politique étrangère chinoise est basée sur cinq principes :

### I. La voie du développement pacifique :

elle fonde le développement sur un concept de paix qui est historique et culturel. Elle n'a pas conquis des territoires dans un pays quelconque ;

### II. La compréhension mutuelle du développement de la Chine dans un environnement intérieur et extérieur harmonieux ;

### III. Le Développement d'une coopération gagnant-gagnante avec le continent africain :

elle respecte les intérêts des pays et les aspirations des peuples ;

### IV. Le concept de l'humanité de destin pour créer une même famille de développement :

c'est en 1949, soit 75 ans aujourd'hui, que la République populaire de Chine a été promulguée. Cet Etat a vécu dans des conditions similaires à celles que connaissent les pays africains aujourd'hui. Il a pu par des astuces, développer le pays et rehausser le bien-être des populations. Ce partage

d'expériences peut être une opportunité pour l'Afrique dans sa quête de développement ;

### V. La coopération médicale en Afrique :

la Chine envoie chaque année des équipes médicales en Afrique. La santé des peuples est sa préoccupation. Des missions médicales soutiennent les équipes nationales afin de, soit soigner des cas spécifiques de maladies, soit pour mettre en place une nouvelle expertise de soin sanitaire dans les pays. C'est le cas du Burkina Faso et bien d'autres pays africains bénéficiaires.

Dans son discours, l'envoyé spécial du Ministère des Affaires étrangères du gouvernement central de la Chine, chargé des Affaires africaines, SEM Liu Yuxi, a précisé que la Chine n'impose pas et n'imposera à aucun pays, un modèle de développement. Leur objectif est de construire avec les autres pays un avenir plus radieux sans ingérence. La Chine s'ouvre en donnant et souhaite recevoir de l'ensemble de ces pays. Les produits agricoles africains aux normes, sont autorisés à être commercialisés sur le territoire chinois avec une détaxation douanière.

Aussi, dans la nouvelle réglementation chinoise du commerce, la monnaie des pays africains sera utilisée directement dans les transactions ; pour le cas spécifique du Burkina Faso, les produits agricoles concernés sont : le sésame, la noix de cajou et bien d'autres produits. Ceux-ci doivent être produits et contrôlés aux normes par l'ABNORM et les services de la

certification. Le commerce extérieur a ses exigences pour tous. En retour, la Chine met à la disposition de l'Afrique, ses services, sa technologie, ses équipements, son expérience dans tous les secteurs où l'homme peut exprimer un besoin.

Pour la coopération avec l'Afrique, la Chine entend se conformer aux éléments suivants :

•Respecter l'autonomie de développement individuel de chaque pays et baser la coopération sur les réalités et les intérêts des pays ;

•Promouvoir la coopération bilatérale dans les domaines suivants : santé, sécurité, mine, infrastructures, agriculture, économie numérique, etc ;

•Créer un multilatéralisme pour s'opposer à l'hégémonie, l'ingérence dans les affaires internes des pays et intervenir pour que la Banque Mondiale, le FMI accompagnent les pays africains ;

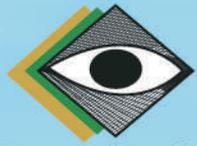
•Organiser des activités de think tank, de recherches universitaires, des activités entre enfants sino-africains pour asseoir les bases d'une communauté de destin commun.

En substance de ce séminaire, le développement d'un pays est une planification globale, une vision partagée de l'atteinte des objectifs, une gestion rigoureuse des ressources, un sacrifice de tout le peuple et une redevabilité périodique. Le constat que l'opportunité de cette mission nous a permis de faire est, l'humilité d'un peuple qui ne s'enorgueillit pas de son changement de statut. Il se fait toujours appeler pays en voie de développement.

La leçon tirée de ce constat est que le Burkina Faso peut réaliser son développement suivant le modèle chinois. La coopération qu'il mettra en place suivra l'orientation de ce modèle, en tenant aussi compte du fait que le développement passe par celui écologique. Les plantations d'arbres, l'aménagement végétal, les embellissements horticoles doivent être exécutés de façon planifiée.



*CAPES, le savoir au service du développement*



# CAPES

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales



## Centre d'excellence pour un rayonnement économique

## LA MOBILITE URBAINE AU BURKINA FASO : CAS DE LA VILLE DE OUAGADOUGOU

Le Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES) dans son rôle de veille stratégique et de vision prospective a mené la réflexion sur la problématique de la mobilité urbaine et singulièrement la mobilité urbaine dans la ville de Ouagadougou. Le présent document de travail vise à décrire et analyser les problématiques liées à la mobilité urbaine au Burkina Faso, particulièrement dans la ville de Ouagadougou, et éventuellement proposer des actions à mettre en œuvre dans le moyen terme et /ou le long terme, pour réduire les effets néfastes sur la problématique globale. Ainsi, il a été question d'une revue de littérature des articles de presses et des articles scientifiques, mais aussi de l'exploitation des données du Ministère en charge des transports et de l'INSD. Enfin, des entretiens avec les acteurs du transport ont été réalisés dans le but d'éclairer certaines zones d'ombres.



Densité de la circulation  
à Ouagadougou



**Oumarou S. KOURAOGO**  
Sociologue  
CAPES

Sur le plan de la mobilité urbaine, le contraste de Ouagadougou avec les autres capitales ouest-africaines, où prolifèrent les taxis collectifs, les « Carpis » (à Dakar), les « Woros-woros » (à Abidjan), etc., est manifeste. De même, les motos taxis, très répandues à Cotonou par exemple, n'existent pas à Ouagadougou et l'utilisation de véhicules particuliers comme taxis pirates n'est pas une pratique courante. La dispersion<sup>1</sup> des emplois, des commerces, des équipements, des résidences dans la ville, ou plus généralement la disposition spatiale des différentes fonctions urbaines .

(fonctions résidentielles, politico-administrative, commerciale et culturelle) les unes par rapport aux autres multiplie les déplacements urbains. Contrairement à de nombreuses capitales africaines, l'offre de transport de personnes à Ouagadougou est constituée essentiellement par des modes individuels, tout particulièrement les deux-roues motorisés. Viennent ensuite la bicyclette, la voiture particulière et les transports collectifs. Alors, circuler dans la plupart des villes du Burkina Faso constitue la croix et la bannière.

Les modes de transport de la ville augmentent quantitativement et s'améliorent qualitativement, afin de répondre efficacement à la demande de plus en plus croissante de mobilité des citoyens. Cependant, les populations ont souvent du mal à satisfaire ce besoin convenablement. Dès lors, on s'interroge sur la mobilité urbaine et les moyens de transport dans les villes africaines. En ce qui concerne le trafic, il est relativement important, surtout lorsqu'on considère que 10% du réseau routier burkinabè supporte 50% du trafic, tous véhicules

confondus. Parmi ces véhicules, ceux destinés au transport en commun méritent une attention particulière.

Selon l'INSD, le parc motorisé est d'environ 375 000 automobiles et 2 329 400 deux-roues soumis à immatriculation en 2017. En 2022, ce parc est passé respectivement à 558 545 automobiles et 4 044 332 deux-roues soumis à immatriculation.

On constate qu'en seulement cinq ans, le nombre de véhicules automobiles et celui des roues a presque doublé. Le parc des taxis est très vétuste et on y rencontre des véhicules d'âge allant de 20 à 30 ans. En 2020<sup>2</sup>, ils étaient estimés par le syndicat des taximen à 5 000. En près de 25 ans, leur nombre n'a donc cessé d'augmenter. Il a été multiplié par 5,3, tandis que celui de la population a été multiplié par 3,7. Ils sont pour la plupart organisés à travers des syndicats : SNTTUB, SYNTAXCO, SYNTAB.

Dans les différentes villes, ce sont les taxis et les bus de la SOTRACO que l'on peut considérer comme des moyens de transport en commun urbain. La SOTRACO qui était concentrée auparavant sur le service par autobus dans la capitale, développe actuellement des activités à Bobo-Dioulasso, Koudougou et dans les villes universitaires de Ouahigouya, Fada N'Gouma et Dédougou. Ainsi, depuis 2018, la SOTRACO a bénéficié de la mise à disposition de nouveaux véhicules par le MESRI. Il ressort de l'entretien avec les premiers responsables de la société que la plupart des bus mis à la disposition de la société sont de seconde main et sont des marques dont la maintenance coûte très chère. En plus, le réseau routier exploité par la SOTRACO n'est pas adapté aux types de bus de la société. La situation de la SOTRACO indique une forte subvention de la part de l'Etat. Le constat est que la subvention dépasse de loin les recettes



Station de Bus SOTRACO  
Ouagadougou

propres de la société. En ce qui concerne Ouagadougou, la part de la subvention dans les recettes totales de la société varie entre 51% et 86% avec une moyenne de 68% entre 2015 et 2023. La même tendance est observée pour les villes de Bobo-Dioulasso et Koudougou. Pour ce qui est de ces deux autres villes, la part de la subvention varie entre 29% et 67% avec une moyenne de 35%.

De façon globale, on constate que sans les subventions de l'Etat, la SOTRACO aurait du mal à fonctionner depuis des années. Cependant, au regard du statut et de la composition de cette société, comment les actionnaires privés continuaient de donner un quitus à la société de fonctionner ? Qu'à cela ne tienne, la Société était et est toujours déficitaire selon les premiers dirigeants.

En somme, le secteur des transports fait partie, historiquement, des prérogatives centrales de l'Etat, qui n'ont été que partiellement et récemment décentralisées, ce qui fait que sa gestion échappe en partie au pouvoir local. D'autre part la question spécifique des transports urbains n'a jamais constitué une priorité ni pour le gouvernement central, ni pour les autorités locales.

D'où un vrai problème de gouvernance des transports urbains, avec un cadre institutionnel et réglementaire assez mal défini et une atomisation des prérogatives avec une mauvaise coordination entre les différents acteurs.

De façon générale, pour une meilleure gestion de la mobilité urbaine, il est impératif de veiller à l'application des différents textes régissant la mobilité urbaine. Ainsi, il est recommandé entre autres de :

- réaliser une étude approfondie sur la mobilité urbaine au Burkina Faso afin de mieux structurer l'analyse pour aboutir à des propositions à long terme ;
- mettre en place un comité de coordination des maîtres d'ouvrage (Commune, ONEA, SONABEL, ministère des Infrastructures, ministère de l'Urbanisme, etc.) ;
- proposer des projets structurants de transport en commun pour résoudre la question de la mobilité urbaine (un vaste programme d'aménagement de la voirie pour prendre en compte les voies de bus) ;

- prendre en compte les piétons dans les aménagements de la voirie ;

- prendre des sanctions dissuasives à l'encontre des usagers qui ne respectent pas la réglementation en matière de circulation routière (respect des feux tricolores, limitation de la vitesse en agglomération, respect de la piste cyclable etc...);

- introduire la sécurité routière dans les programmes scolaires en vue de sensibiliser et de former les jeunes usagers.

De façon spécifique, pour une bonne structuration des transports en commun dans les différentes villes du Burkina Faso et particulièrement à Ouagadougou, il est proposé deux scénarios :

**1<sup>er</sup> scénario : l'Etat est au cœur du transport en commun urbain**

- restructurer la SOTRACO et la transformer en société d'Etat ;

- réaliser des études de faisabilité et de rentabilité du projet ;

- transformer la bande verte (ceinture verte) en des lieux de stationnements des moyens de déplacement des usagers qui emprunteront les bus, cela permettrait à ceux qui sont de part et d'autre de cette bande verte de pouvoir stationner les moyens de déplacement à tout moment et d'emprunter le bus.

**2<sup>ème</sup> scénario : confier le transport en commun urbain au secteur privé**

- organiser des entreprises privées autour de la mairie pour gérer le transport urbain ;

- créer des axes à confier aux entreprises pour le transport urbain ;

- chaque opérateur devrait gérer un seul axe pour être efficace ;

- donner des facilités à ces acteurs privés pour l'acquisition des bus et la constitution des entreprises.

1. Bamas Stanislas Marie Maximilien. Les transports urbains à Ouagadougou : diagnostic et perspectives. In: *Etudes urbaines à Ouagadougou, Burkina Faso. Talence : Centre de recherche sur les espaces tropicaux, 2003. pp. 59-90. (Pays enclavés); [https://www.persee.fr/doc/payen\\_0989-6007\\_2003\\_ant\\_11\\_1\\_935](https://www.persee.fr/doc/payen_0989-6007_2003_ant_11_1_935)*

2. Ousseny SIGUE et Aude NIKIEMA, Multiplication des taxis artisanaux à Ouagadougou : demande de transport ou spécificité de l'activité, In, *Gari. Recherches et débats sur les villes africaines. Volume 2, numéro 1 - 2022*

*CAPES, le savoir au service du développement*



Illustration de la mobilité à Ouagadougou

## L'EFFRITEMENT DU TISSU SOCIAL AU BURKINA FASO : CE QU'IL FAUT FAIRE POUR CONSERVER LE VIVRE ENSEMBLE HARMONIEUX

Dans le cadre de ses missions, le Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES) a fait un diagnostic de l'effritement du tissu social à travers une lecture croisée de la littérature existante des faits et événements en rapport avec le vivre-ensemble. L'objectif est de faire le point de la situation des faits et événements qui prévalent actuellement et qui menacent le vivre-ensemble dans le pays et de proposer des orientations permettant une solution d'ensemble et un apaisement du climat social, en vue de créer un environnement favorable à la mise en œuvre des projets et programmes de développement du Gouvernement.



Photo de famille des autorités Coutumières et religieuses



**Oumarou S. KOURAOGO**

Sociologue  
CAPES

Depuis la 1<sup>ère</sup> République jusqu'à nos jours, le Burkina Faso a fait l'expérience de plusieurs types de régimes qui se distinguent les uns des autres par le degré d'ancrage démocratique. Il a connu des événements socio-politiques majeurs qui ont impacté d'une manière ou d'une autre la vie publique et le vivre-ensemble. L'intolérance, l'indifférence et l'incivisme procèdent de la détérioration du capital éthique de la société. Tout compte fait, le pays des hommes intègres se trouve aujourd'hui face à la difficile équation de concilier le

droit aux libertés individuelles et collectives reconnus aux populations. Les valeurs humaines sont exprimées par des marques de respect, de considération et d'empathie envers les autres. Ces valeurs sont universelles, elles sont les véritables guides dans l'interaction avec autrui et les fondements de la vie en société qui sont : le respect, la tolérance, l'entraide, la solidarité, la réciprocité, la reconnaissance, la liberté, la justice ou l'égalité<sup>1</sup>.

Le constat aujourd'hui est que le Burkina Faso vit une crise du

vivre-ensemble. Des communautés qui ont, pendant des générations, partagé paisiblement le même espace et coexisté dans leurs différences, ont aujourd'hui du mal à cohabiter. Les conflits intra et intercommunautaires, l'extrémisme violent, la radicalisation, les tensions et les violences liées aux différences ont pris de l'ampleur ces dernières années. Les discours de rejet de l'autre sont de plus en plus fréquents et violents.. Aussi, les conflits politiques et les conflits liés à la stigmatisation des peulhs dominant en fréquence et les conflits sociocommunautaires dominant

en effectif. L'analyse des données issues des concertations montrent que les conflits ouverts sont les plus dominants parmi les conflits rencontrés au Burkina Faso en 2021, avec une part de 45% du total des conflits. Ils sont suivis des conflits latents (36%) et les conflits passés capables de ressurgir occupent la dernière place avec une part de 19%. Mais partant du principe que les conflits passés capables de ressurgir représentent eux aussi des conflits latents, les conflits latents représentent 55% du total des conflits.

Par ailleurs, on observe de plus en plus sur les réseaux sociaux des injures vulgaires, des menaces, des postes tendancieux et pleins de mensonges à l'endroit de certains hommes politiques, compromettant ainsi la paix sociale. À ce sujet, Jean Antoine Duprat (2021) estime que la rhétorique compile de nombreuses infox dont la circulation à grande échelle influence l'opinion publique et la légitimité de la rhétorique de l'État. Ainsi, les opinions en principes sont toutes importantes si elles sont matures ; elles peuvent inspirer la prise de décisions dans l'intérêt général; or, ce n'est pas toujours le cas. Il y a eu la circulation de vidéos ciblant des personnalités politiques avec des messages et des discours de haine mettant à mal le vivre-ensemble.

Le terrorisme imposé au Burkina Faso depuis 2015 a sans doute créé un nouveau paradigme dans le vivre-ensemble. Les différentes attaques terroristes ont déstructuré le pays sur presque toutes ses dimensions (sociale, économique, humanitaire, etc.). La perfidie intérieure a créé le doute dans le vivre-ensemble, accentué les antagonismes intra et inters communautaires en entraînant des

fissures dans les communautés. La stabilité du pays et la coexistence pacifique sont en bernés.

Dans la culture qui est transmise en Afrique noire, les représentations collectives tiennent une place très importante. C'est à partir d'elles, reçues par l'homme, avec le reste de la culture dans l'apprentissage social, que ce dernier comprend les autres, que tout le monde se comprend, que l'homme se conforme et se justifie. Ainsi, Joseph KI-ZERBO (1990) magnifiait le communautarisme, la solidarité légendaire de l'Afrique, notamment avant la pénétration des valeurs occidentales véhiculées par la colonisation et par l'implantation de l'école dans le continent. Selon SYLLA (1982) cité par KABORE<sup>2</sup>,

*« le communautarisme signifie d'abord que le groupe prime sur l'individu. Celui-ci n'existe et n'a de sens que dans le groupe ; l'individu existe bien, mais par le groupe, à l'intérieur du groupe : il vit, agit et se réalise dans le groupe, grâce au groupe ».*

Cependant, le constat de la mutation accélérée de civilisation par les sociétés africaines, notamment burkinabè occasionne « des conflits entre comportements et codes culturels différents ».

Cette mutation tend aussi, d'une manière différente, à effacer les traits culturels les plus spécifiques pour faire prévaloir un système nouveau commun à l'ensemble des citoyens. La proximité et la solidarité s'effritent,



Monument de la paix  
Ouagadougou

laissant la place à d'autres types de comportements moins orientés vers le communautarisme. Du point de vue des cadres de vie, les villes et villages sont en déphasage et les médias contribuent à l'extraversion des jeunes. C'est le chacun pour soi au détriment de la solidarité, ce qui nuit au vivre-ensemble. Ces faits se traduisent de nos jours à travers des propos effroyables et haineux diffusés sur des pages privées ou

groupées des réseaux sociaux. L'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leurs convictions posent un défi majeur. Pour ce faire, les actions suivantes sont à mettre en œuvre à court ou à moyen terme :

• **refondre l'école burkinabè pour inculquer dès le bas âge les valeurs d'intégrité et de patriotisme ;**

- promouvoir les valeurs de tolérance, de coexistence pacifique et de citoyenneté active en investissant dans l'éducation et les programmes de sensibilisation ;

- dynamiser l'Observatoire national des faits religieux (Onafar) en augmentant ses ressources financières et engager du personnel administratif pour soutenir ses membres bénévoles ;

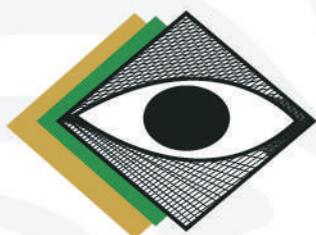
- réglementer l'implantation des lieux de culte et produire une cartographie complète de ces lieux de culte et de leurs responsables ;

- affirmer l'autorité de l'Etat en sanctionnant les auteurs des discours haineux, en tenant compte des lois en vigueur.



Rond point  
de la paix

1.COMMISSION ETHIQUE-CULTURE 2022-2023 du District Multiple 103  
France : LE "VIVRE ENSEMBLE", Document de réflexion et de dialogue,  
2023.



# CAPES

**Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales**



**PAIX ET VIVRE ENSEMBLE SOCLE  
D'UNE NATION UNIE POUR  
LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE**

## UN VDP A LA TETE DU CAPES

Le Directeur Exécutif du Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales (CAPES), Dr. Victor SANON a reçu son attestation de fin de formation en tant que Volontaire pour la Défense de la Patrie le mardi 2 juillet 2024 au camp Naaba Koom II. Cette attestation est le fruit d'une immersion militaire d'un mois effectué avec les cadres de la Présidence du Faso. Cette formation voulue par les plus hautes autorités visait principalement à permettre aux cadres stagiaires VDP de la Présidence du Faso, de se familiariser aux managements des armes tout en leur inculquant la discipline militaire.



Le Directeur Exécutif du CAPES  
Dr. Victor SANON

### Par Fatoumata KONATE

Stagiaire  
Direction de la Communication  
et de l'Information  
CAPES

Cette immersion est une aubaine pour le premier responsable du CAPES pour se familiariser avec la discipline militaire acquise durant la formation, afin de conduire avec diligence les affaires de son institution et de réussir le management des ressources humaines mises à sa disposition.



Les stagiaires en stage pratique  
de montage d'armes

Pour le Directeur des cours, le Capitaine

Inoussa TARNAGDA, cette formation d'un mois a concerné l'armement pratique à travers une initiation au maniement de la kalachnikov et du pistolet automatique, l'instruction sur le tir de combat, le tir, le secourisme au combat, l'école du soldat, l'ordre serré et la procédure radio.



Le Directeur de Cabinet du Président du Faso,  
 Le Capitaine Martha Céleste Anderson D. MEDAH  
 s'adressant aux stagiaires VDP

A l'issue de cette formation, les premiers responsables de la Présidence du Faso sont désormais en mesure d'assurer leur auto-protection et la défense de la Patrie dans ce contexte de lutte contre l'insécurité.



Le Directeur Exécutif du CAPES avec  
 son attestation de formation VDP

## SEMAINE NATIONALE DU SPORT POUR TOUS : LE CAPES AU COTE DE LA GRANDE CHANCELLERIE POUR LE KM A PIED.

La cellule sport de la Grande Chancellerie des Ordres Burkinabè, en collaboration avec les structures voisines a organisé le 25 juillet 2024, une marche collective suivie d'une séance d'aérobic. Cette activité vise non seulement à assurer le maintien physique des participants, mais aussi à promouvoir la cohésion sociale entre les agents des différents services participants.



Départ des marcheurs devant la Grande Chancellerie des Ordres Burkinabè

### Par Fatoumata KONATE

Stagiaire

Direction de la Communication  
et de l'Information

Après le discours d'ouverture du Grand Chancelier, le Général de Brigade Pingrenoma ZAGRE devant la Grande Chancellerie des Ordres Burkinabè, le top départ a été donné par un coach sportif. Les premiers responsables des structures étaient en première ligne suivis des agents en arrière-plan et c'était parti pour une marche cadencée allant de la Grande chancellerie à l'hôtel Lancaster, avec comme point de chute, le monument des Héros Nationaux.



Le Directeur Exécutif du CAPES  
avec le Grand Chancelier au premier rang

Pour parer à tout éventuel incident sanitaire et sécuritaire au cours de la marche, il a été mis à la disposition des participants une ambulance et une équipe de la police nationale afin de porter secours en cas de besoin, et de réguler la circulation tout le long du trajet.

Après cette marche, les participants ont eu également droit à une séance d'aérobic à 16H au monument des Héros Nationaux pour leur permettre une relaxation des fibres musculaires et de l'esprit. A l'issue de cette activité sportive, le Centre d'Analyse des Politiques Economique et Sociale (CAPES) qui a été aussi Co-organisateur n'a pas manqué de saluer cette initiative qui selon lui permet de renforcer les liens communautaires et de célébrer les valeurs du sport dans une bonne ambiance. Par ailleurs, les organisateurs ont aussi exprimé leur gratitude envers tous les participants et les partenaires qui ont œuvré pour la réussite de l'évènement.



Le personnel du CAPES avec  
Le Grand Chancelier



Les participants  
à la marche

## LE CAPES ACCOMPAGNE LA PREMIERE EDITION DE LA SEMAINE DE L'ÉPARGNE ET DE L'INVESTISSEMENT

Le 09 février 2024 a marqué un jalon important dans l'éducation financière au Burkina Faso, avec la tenue de la première édition de la Semaine de l'Épargne et de l'Investissement à Ouagadougou. Organisée sous Impulsion Agence Conseil en partenariat avec l'Association pour l'Éducation Financière du Public, cette initiative vise à « fournir une plateforme d'échange et de partage de connaissances et de réseautage entre les experts, praticiens et participants dans le domaine de l'éducation financière. » »



Coupure de ruban lors du lancement de la semaine de l'Épargne et de l'Investissement

### Par Fatoumata KONATE

Stagiaire  
Direction de la Communication  
et de l'Information

#### 1. Contribution notable du CAPES

Le Centre d'Analyse des Politiques Économiques et Sociales (CAPES) a joué un rôle déterminant lors de cet événement. Le Dr. T. Marcelin OUEDRAOGO, Expert du CAPES, a animé une session plénière sur le thème « Comment l'argent que nous épargnons et investissons contribue-t-il à soutenir et à générer de la richesse pour tous ? ». Cette intervention a été saluée pour sa pertinence et son impact, soulignant l'importance de l'épargne et de l'investissement dans le développement économique.



Remise d'attestation au Directeur Exécutif du CAPES, Dr. Victor SANON

En reconnaissance de cette contribution technique, les organisateurs ont décerné un certificat de reconnaissance au CAPES. Le Directeur Exécutif du CAPES, Dr. Victor SANON, a exprimé sa satisfaction et réaffirmé l'engagement du centre à soutenir les initiatives visant à promouvoir l'éducation financière et le développement économique harmonieux.

## 2. Des activités variées et enrichissantes



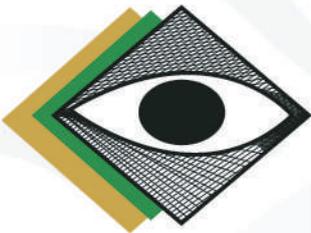
Dr. T. Marcelin OUEDRAOGO Expert en Marco économie au CAPES, Panéliste

La Semaine de l'Épargne et de l'Investissement a proposé une multitude d'activités, notamment trois sessions plénières, deux keynotes et trois master classes. Ces sessions ont couvert des sujets variés tels que les stratégies de gestion financière et l'apport de l'épargne et de l'investissement au développement économique des entreprises.

En plus de ces formations, les participants ont eu l'opportunité de participer à des séances de B to B. Ces rencontres ont permis aux participants de consulter des conseillers financiers spécialisés dans divers domaines tels que la banque, l'assurance, la microfinance, les finances personnelles, la bourse et l'investissement. Ces échanges personnalisés ont offert des réponses et un accompagnement adapté aux besoins spécifiques des participants.

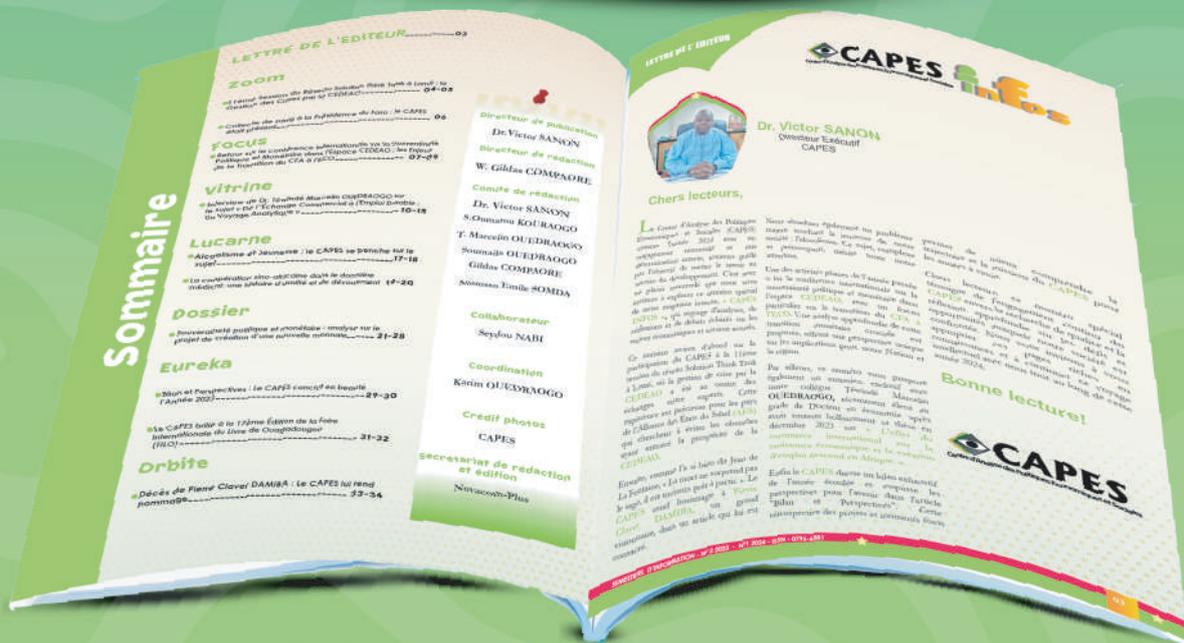


Les participants à la cérémonie



# CAPES

**Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales**



**Retrouvez notre Numéro Précédant  
 dans notre bibliothèque  
 et en ligne.**

Le CAPES par la voix de son Directeur Exécutif  
vous souhaite à travers ces images ayant marqué  
l'année 2024



Une Bonne et heureuse  
année

2025



**CAPES**

Centre d'Analyse des Politiques Economiques et Sociales

Rue El Hadj Malick ZOROME, Avenue Pascal ZAGRE,  
Immeuble R+2, côté Sud de l'ASCE-LC et côté Ouest  
de la Grande Chancellerie.